

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES CCP N°2025-4

Marché passé selon la procédure adaptée
Article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

OBJET DU MARCHÉ :

Prestation de qualification et d'actualisation de la base de données des diplômés de Sciences Po Lille et Prestations d'enquête sur l'insertion professionnelle.

Le présent CCP comporte 16 feuillets numérotés



En application de l'article R.2132 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du Code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique, sur le profil acheteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille (Sciences Po Lille) de la plateforme de dématérialisation « PLACE » : www.marches-publics.gouv.fr

A titre d'information, l'intégralité des échanges relatifs à la procédure se fera via ce profil acheteur.

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
Présentation de Sciences Po Lille (Institut d'Etudes Politiques de Lille)	3
ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHE	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Forme du marché et procédure suivie	3
1.3 - Durée du marché	4
1.4 - Durée de validité des offres	4
1.5 - Reconduction expresse	4
1.6 - Montant du marché	4
1.7 - Sous-traitance	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 5 : PRESTATIONS ATTENDUES	6
5.1 - Description des prestations	6
5.2 - Rapports attendus	8
5.3 - Moyens mis en œuvre par le titulaire	10
ARTICLE 6 : VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 7 : GARANTIES DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 8 : PENALITES DE RETARD	11
8.1 - Pénalités pour non-exécution	11
8.2 - Pénalités pour le non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	11
ARTICLE 9 : PRIX	12
9.1 - Rémunération des prestations	12
9.2 - Contenu des prix	12
9.3 - Révision des prix à reconduction du marché	12
ARTICLE 10 : MODE DE REGLEMENT - PAIEMENT	13
10.1 - Conditions et mode de règlement	13
10.2 - Paiement des sous-traitants	14
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 12 : PROPRIÉTÉS	15
ARTICLE 13 : DROITS ET LITIGES	15
ARTICLE 14 : RESILIATION	15
14.1 - Dispositions générales	15
14.2 - Mauvaise exécution	15
14.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général	16

PREAMBULE

Présentation de Sciences Po Lille (Institut d'Etudes Politiques de Lille)

Sciences Po Lille est une grande école publique sélective de sciences humaines et sociales. Elle forme les futurs acteurs du pouvoir économique, social et politique en France, en Europe et dans le monde. L'école est fondée sur un principe original : la pluridisciplinarité pour étudier la réalité des enjeux contemporains. Après avoir célébré son 25ème anniversaire en 2016, Sciences Po Lille a emménagé en janvier 2017 dans les locaux de l'ancienne Faculté de Lettres et de l'ancienne Bibliothèque de l'Université de Lille, au cœur du quartier Saint-Michel, de Lille et de l'Europe.

Sciences Po Lille noue chaque année de nombreux partenariats dans le cadre de ses différentes activités : formation initiale, stages, formation continue, collecte de la taxe d'apprentissage, campagne de dons, vie associative, relations avec la presse, relations avec les diplômés.

Afin de développer ses relations avec les diplômés, Sciences Po Lille souhaite lancer **une campagne de qualification de la base des diplômés sur l'ensemble de ses promotions.**

Par ailleurs, pour évaluer chaque année l'insertion professionnelle de ses jeunes diplômés et mieux valoriser sur le marché du travail les formations dispensées, Sciences Po Lille souhaite effectuer **une enquête sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de Sciences Po Lille en collaboration avec la Conférence Grandes Ecoles. Une analyse détaillée des résultats** portera sur les 3 promotions 6 mois, 18 mois et 30 mois après obtention du diplôme.

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHE

1.1 - Objet du marché

Le présent marché porte sur les prestations de qualification/ réactualisation de la base de données des diplômés de Sciences po Lille et sur la prestation d'enquête et analyse concernant l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de Sciences Po Lille. La nature de ces prestations est précisée à l'article 5.1 du présent document.

Code CPV :

- 72320000-4 : Services de bases de données
- 72322000-8 : Services de gestion de données
- 72316000-3 : Services d'analyse de données
- 72314000-9 : Service de collecte et collation de données

1.2 - Forme du marché et procédure suivie

Le présent marché est un marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code la Commande Publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Si nécessaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article L.2122-1 du Code la Commande Publique en cas d'infructuosité de la présente procédure.

Le présent marché est un marché de services.

Le marché est constitué de deux (2) lots :

- LOT 1 : Prestation de qualification et d'actualisation de la base des diplômés de Sciences Po Lille
- LOT 2 : Prestation d'enquête et d'analyse des résultats (avec présentation de ces analyses) sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de Sciences Po Lille.

1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour les durées suivantes en fonction des lots :

- LOT 1 : Prestation de qualification et actualisation de la base des diplômés de Sciences Po Lille : une durée de un (1) an, à compter de la notification de son attribution au titulaire et éventuellement renouvelable par trois (3) reconductions expresses de même durée. La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne pourra excéder les quatre (4) ans.
- LOT 2 : Prestation d'enquête sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de Sciences Po Lille : une durée de un (1) an, à compter de la notification de son attribution au titulaire et éventuellement renouvelable par trois (3) reconductions expresses de même durée. La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne pourra excéder les quatre (4) ans.

1.4 - Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à 120 jours.

1.5 - Reconduction expresse

Si le Pouvoir Adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire sera avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 3 (trois) mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de non reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché. Les bons de commande pourront être adressés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'absence de reconduction expresse par le Pouvoir Adjudicateur dans les délais mentionnés vaut dénonciation du marché.

1.6 - Montant du marché

Il n'est fixé aucun montant minimum ou maximum sur le marché, période de reconduction incluse en dehors de ceux fixés par le type de procédure et de publicité choisi.

1.7 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées tel que prévu à l'article 10.2 du présent CCP par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire présente :

- Un projet d'acte de sous-traitance. Le formulaire intitulé « DC4 (déclaration de sous-traitance) » est disponible sur la plateforme de la Direction des Affaires Juridiques via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant par laquelle il affirme qu'il ne tombe pas (ou que la société pour laquelle il intervient ne tombe pas) sous le coup des interdictions énumérées dans les articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au Code Général des Impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-2, L.5212-5 et L. 5212-9 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les justifications des capacités professionnelles et financières du sous-traitant

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son ou ses annexes
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP 2025-4) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
3. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, NOR : ECOM2106875A, publié au Journal Officiel de la République Française du 1er avril 2021
4. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché au titulaire
5. Tout document remis par le candidat à l'appui de l'offre sera considéré comme étant contractuel.

LE CANDIDAT ACCEPTE SANS RÉSERVES LES CLAUSES DU PRÉSENT CCP.

L'offre est rédigée en français (loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et du décret n°95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Dans le cas contraire, il est exigé que les documents en question soient accompagnés d'une traduction en français (article R.2151-12 du Code de la Commande Publique créé par le Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018).

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution à respecter sont les suivants :

Pour le LOT 1 :

- Campagne devant débuter le 15 octobre de chaque année jusqu'au 15 décembre environ
- Campagne devant être close le 20 décembre de la même année

Pour le LOT 2 :

- Enquête devant être réalisée début mars de l'année en cours, période imposée par la CGE
- Enquête devant être terminée le 30 avril de la même année.
- Analyse des résultats de l'enquête d'insertion professionnelle pour le 30 mai de la même année.

Les détails des délais d'exécution des prestations sont à indiquer par le candidat dans l'annexe de l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) et feront l'objet, si nécessaire, d'une description dans le dossier méthodologique remis par le candidat à l'appui de son offre.

En cas de retard le titulaire se verra appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 8 du présent CCP.

ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION

L'ensemble des prestations seront réalisées dans les locaux du prestataire.

ARTICLE 5 : PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 - Description des prestations

Le titulaire du marché devra être en mesure de proposer l'ensemble des assurances suivantes :

POUR LE LOT 1 : CAMPAGNE DE QUALIFICATION ET D'ACTUALISATION DE LA BASE DES DIPLOMES SUR L'ENSEMBLE DE SES PROMOTIONS.

Cette opération comprendra la mise à jour :

- Des coordonnées personnelles et professionnelles (emails, téléphones, coordonnées postales).
- De la situation professionnelle (entreprise, secteur d'activité, fonction, titre).

La base des diplômés de Sciences Po Lille était constituée de 7 500 personnes en 2025.

A titre informatif, le volume qualifié est de 1500 diplômés en 2025 découpés comme suit :

- France : 1 050
- Hors France : 450

Le prestataire présentera sa méthode de qualification des diplômés, y compris pour les « perdus de vue ».

La prestation comprendra :

- La rédaction du courriel (formulaire HTML) en utilisant la charte graphique de Sciences Po Lille,
- La réalisation de l'envoi emailing en masse
- La réalisation de scripts téléphoniques adaptés à la cible Alumni permettra les relances téléphoniques qui seront assurées auprès des diplômés n'ayant pas répondu au mail.
- Chaque tâche fera l'objet d'une validation de Sciences Po Lille. Le formulaire HTML pourra être remis à jour chaque année.
- L'envoi du courriel en masse auprès des diplômés (campagne d'emailing annuelle)
- L'import des données requalifiées en format électroniques seront réintégrées dans la base de données des diplômés par le prestataire, sans modification des informations concernant le statut de l'étudiant (année de naissance, année de diplomation...).
- Afin d'optimiser le taux de retour des diplômés par mail, un système de relance SMS est souhaité. (ou What's app ou messagerie instantanée ...).
- La communication des résultats intermédiaires afin de suivre l'état d'avancement de la campagne
 - Les tableaux de reporting hebdomadaires
 - Les résultats finaux

Le prestataire présentera dans sa réponse l'ensemble des process assurant la qualité des données recueillies.

Afin de pouvoir juger la capacité du candidat à remplir la mission, ce dernier fournira un dossier comportant les éléments d'appréciation demandée à la section V du règlement de la consultation (pièces demandées à l'appui de l'offre).

POUR LE LOT 2 : ENQUETE SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMES DE SCIENCES PO LILLE EN COLLABORATION AVEC LA CONFERENCE GRANDES ECOLES (CGE).

Le champ de l'enquête couvre chaque année début mars l'ensemble des diplômés des 3 dernières promotions : 6 mois, 18 mois et 30 mois après la sortie de Sciences Po Lille.

Méthodologie : Le principe de base consiste à reproduire autant que possible, année après année, la même enquête dans des conditions de réalisation analogues et de définitions identiques, ou du moins compatibles, qui permettent d'obtenir des séries de données comparables dans le temps.

Sciences Po Lille utilise le logiciel Sphynx pour administrer le questionnaire mis à disposition par la CGE. Les relances auprès des diplômés sont effectuées par mail dans un premier temps et par téléphone dans un second temps.

Le taux de répondants à l'enquête devra couvrir 80% de l'ensemble des réponses.

Environ, de 300 à 400 diplômés par enquête par an (soient environ 1100 diplômés) :

- Phase de préparation et de mise en place du dispositif
Analyse des bases de réponses d'après les données collectées par l'outil sphynx de la CGE – Enquête menée en mars de la même année).

- 3 phases successives à mettre en œuvre :
Relance terrain téléphonique auprès des diplômés : utilisation du script téléphonique après validation par Sciences Po Lille
L'import des données requalifiées en format électroniques seront réintégrées dans la base de données des diplômés par le prestataire, sans modification des informations concernant le statut de l'étudiant (année de naissance, année de diplomation...)
Dépouillement des résultats et mise en forme
Reporting régulier sous format Excel des résultats + graphiques
Analyse complète des résultats et restitution sous format Word comprenant :
Une analyse globale par année de promotion + 1 fiche synthétique 4 pages recto/verso par année de promotion
Une analyse globale par majeure - 11 majeures en 2025 par année de promotion
Une analyse globale par formation apprentissage - 5 formations en 2025
Une fiche synthétique par majeure – 11 majeures en 2025
Une fiche synthétique par formation apprentissage – 5 formations en 2025
Des ajustements dans le nombre de rendus peuvent être envisagés en fonction des exigences pédagogiques et des modifications dans les maquettes pédagogiques.

5.2 - Rapports attendus

- Des rapports d'analyse avec distinction des hommes et des femmes sur chaque indicateur
- Concernant le contenu de l'analyse détaillée (sous réserve de modification chaque année en fonction des besoins de l'Ecole)
- Des documents Word respectant la charte graphique de Sciences Po Lille et distinguant les hommes et les femmes sur chaque indicateur
- Sommaire interactif : chaque rubrique du sommaire doit être cliquable et renvoyer directement à la page correspondante dans le document (via des signets ou des liens internes).
- Forme visuelle de la page de garde avec logo Sciences Po Lille et image transmise par Sciences Po Lille + veiller à la mise en forme (un chapitre par page d'analyse)
- Forme visuelle de la fiche synthétique à valider avec Sciences Po Lille

Contenu des analyses :

Pour l'analyse globale par promotion : (1 exemple peut nous être fourni en annexe)

- Caractéristiques des répondants (genre, moyenne d'âge)
- Scolarité
- Situation au moment de l'enquête (en emploi, recherche d'emploi, taux d'insertion)
- Diplômes en emploi en mars de l'année en cours (secteur d'activité, secteur géographique, nature du contrat de travail, fonction, rémunération, nombre de mois avant obtention du poste, niveau de satisfaction,
- En situation de volontariat
- En recherche d'emploi en mars de l'année en cours
- En poursuite d'études
- En préparation de thèse
- L'Ecole et l'insertion

Distinguer les hommes et les femmes pour chaque indicateur

Pour l'analyse par majeure : (1 exemple peut nous être fourni en annexe)

- Taux de réponse à l'enquête par majeure (sous-spécialité de cycle master)
- Caractéristiques des répondants (genre, moyenne d'âge)
- La situation au moment de l'enquête
- Diplômes en emploi en mars de l'année en cours (secteur d'activité, secteur géographique, nature du contrat de travail, fonctions, rémunération, nombre de mois avant obtention du poste, niveau de satisfaction,
- En situation de volontariat
- En recherche d'emploi en mars de l'année en cours
- En poursuite d'études
- En préparation de thèse
- L'Ecole et l'insertion

Distinguer les hommes et les femmes pour chaque indicateur

Pour la fiche synthétique par majeure : (1 exemple peut nous être fourni en annexe)

- Taux de réponse à l'enquête par majeure (sous-spécialité de cycle master)
- Situation des diplômés après l'obtention du diplôme
- Situation des diplômés après l'obtention du diplôme (par majeure)
- Situation des diplômés ayant décidé d'entrer dans la vie active (incluant ceux en poste, ceux en stage, et ceux en recherche d'emploi)
- Délai d'accès à l'emploi (avant le diplôme – moins de 3 mois après le diplôme – entre 3 et 6 mois après le diplôme – plus de 6 mois après diplôme)
- Les secteurs d'activité (liste de tous les secteurs)
- Domaine d'exercice de la fonction (et sous la forme d'une échelle de pourcentage pour une promotion)
- Répartition géographique des emplois trouvés
- Répartition géographique de l'insertion des diplômés par majeure (France, Europe (hors France), Amérique, Asie-Océanie, Afrique, Moyen-Orient)
- Camembert sur la répartition des diplômés en France et à l'international
- La rémunération moyenne par majeure en Euro
- Tableau sur le type de contrat obtenu
 - Une sous-partie emploi stable (avec CDI fonctionnaire agent contractuel du service public) et indépendant et création d'entreprise)
 - Une sous-partie sur les CDD et VIA/VIE

Pour l'ensemble de ces analyses, la répartition Homme / Femme sera effectuée pour chaque indicateur.

5.3 - Moyens mis en œuvre par le titulaire

- Un seul interlocuteur pour le suivi du projet (points hebdomadaires en visio et reportings hebdomadaires)
- Nombre suffisant de personnes mises en place pour suivre le dossier afin de respecter des dates précisées et les délais
- Réactivité suite à un problème indiqué (exemple : suite à la plainte d'une ou d'un diplômé(e)...)
- Préciser les points téléphoniques avec reporting hebdomadaires par courriel pour suivre l'état d'avancement
- Visuel et la forme du rapport à revoir chaque année en fonction de l'évolution de nos besoins

ARTICLE 6 : VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

Le Pouvoir Adjudicateur pourra effectuer si besoin, au moment de la livraison des prestations, des opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire ayant pour but de vérifier la conformité des prestations livrées avec les spécifications de la commande.

La Vérification Quantitative : contrôle de la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée le titulaire devra :

- Reprendre l'excédent fourni,
- Compléter la livraison dans un délai de 7 (sept) jours fermes à compter de la date de livraison initiale.

La Vérification Qualitative : contrôle de la conformité des prestations livrées avec les spécifications du bon de commande.

Par exemple, le Pouvoir Adjudicateur peut exiger les enregistrements des conversations téléphoniques afin de contrôler la conformité des éléments transmis par le titulaire.

Si la vérification a été nécessaire, à l'issue de ces opérations, et au moment de la livraison, le Pouvoir Adjudicateur prendra une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations, en application des articles 33 et 34 du CCAG/TIC.

ARTICLE 7 : GARANTIES DES PRESTATIONS

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'1 (un) an à partir de la date d'admission de la prestation en application de l'article 36 du CCAG/TIC.

ARTICLE 8 : PENALITES DE RETARD

8.1 - Pénalités pour non-exécution

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article ont un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont la non réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable de la part du pouvoir adjudicateur, si le délai réel constaté lors de la réalisation de la prestation ne correspond pas à celui annoncé par le candidat en annexe de l'Acte d'engagement.

L'application des pénalités fait l'objet d'une notification par tout moyen écrit au titulaire comportant les montants des pénalités et les éléments objectifs donnant lieu à leur application.

Les pénalités sont calculées par rapport au montant hors taxes du marché. Les pénalités applicables sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = Valeur de la prestation sur laquelle est calculée cette pénalité

R = Le nombre de jours de retard

Les pénalités appliquées suivront les dispositions prévues par l'article 14 du CCAG/TIC.

8.2 - Pénalités pour le non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Obligations légales

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives aux droits du travail et de la sécurité sociale.

Le titulaire atteste sur l'honneur :

- Que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-13, L 1221-15, L 8221-3, L 8221-5, L 3243-1, L 3243-2 et L 3243-4 du Code du travail ;
- Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8221-2, L 5221-8, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1 et L 8241-2 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son ou de ses éventuels sous-traitants et à les fournir le cas échéant à l'administration.

Obligation particulière à la charge du titulaire

Conformément aux dispositions des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail référencé à l'article 55 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Jo du 27/03/2016) relatif aux marchés publics, le titulaire est tenu de fournir **spontanément** au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du marché public, les documents suivants :

- Une attestation de travail non dissimulé ;
- Les attestations fiscales (liasse 3666 ou NOTI2) et sociales (URSSAF)
- Un extrait K-BIS.

En vertu de l'article L 8222-6 du Code du travail, des pénalités seront infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5.

Le montant des pénalités est égal à 100 euros TTC par jour ouvré de retard dans la limite des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5.

ARTICLE 9 : PRIX

9.1 - Rémunération des prestations

Les prestations sont rémunérées à prix unitaire. Les prix unitaires dans l'annexe à l'acte d'engagement sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

9.2 - Contenu des prix

Le prix unitaire des prestations est global et forfaitaire. Il est réputé comprendre :

- L'ensemble des charges fiscales et parafiscales frappant les prestations faisant l'objet du présent marché,
- Les dépenses de personnel,
- Les déplacements,
- Tous autres frais nécessaires à la bonne exécution des prestations par le titulaire.

9.3 - Révision des prix à reconduction du marché

Le montant facturé à la journée est révisable à la date de reconduction expresse éventuelle du marché, en fonction de l'indice SYNTEC connu à la date de reconduction. Le calcul du montant de la révision s'effectue par la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{SYNTEC_N}{SYNTEC_0}$$

Dans laquelle :

P_0 Le prix initial fixé par l'entreprise

P Le prix révisé à l'année N

$SYNTEC_0$ L'indice SYNTEC connu à la date de notification du marché

$SYNTEC_N$ L'indice SYNTEC connu à la date de reconduction

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Entré en vigueur des nouveaux tarifs :

Le titulaire adresse les nouveaux tarifs au pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le nouveau bordereau donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le titulaire devra indiquer clairement dans sa proposition, le pourcentage de variation des nouveaux tarifs.

Le Pouvoir Adjudicateur fera connaître au titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la réception du nouveau tarif. A l'issue de cette période, le silence du Pouvoir Adjudicateur vaudra acceptation des nouveaux tarifs.

Clause de sauvegarde :

Si la hausse des tarifs a pour effet de majorer de plus de deux pour cent (2 %) par an les prix unitaires précédemment appliqués, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 10 : MODE DE REGLEMENT - PAIEMENT

10.1 - Conditions et mode de règlement

Le règlement est effectué sur présentation de factures correspondant à l'exécution complète des prestations prévues au bon de commande et constatées par le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille ou son représentant.

La facture, portant précisément l'entête de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, doit être déposée sur **CHORUS PRO** par voie dématérialisée. La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- n° du marché (2025-4)
- n° du bon de commande
- la date de facturation
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire
- la désignation en clair des prestations exécutées
- le prix total hors taxes (HT)
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix total toutes taxes comprises (TTC)

Les sommes dues sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'émetteur du bon de commande.

En cas de retard dans le règlement, le titulaire est bénéficiaire, de plein droit, des intérêts moratoires tels que prévus dans l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018. Le taux de ces intérêts est celui du taux de la Banque centrale européenne à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 (huit) points.

Règlement :

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'IEP (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq).

Nantissement :

Il sera fait application des articles R.2191-59 à R.2391-28 du Code de la Commande Publique. Le comptable chargé des paiements est L'agent comptable de l'IEP (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq). La personne chargée de fournir les renseignements visés est le Responsable des Services Financiers de l'IEP (9 rue Auguste Angellier - 59800 LILLE ☎ 03.20.90.48.56)

Cautionnement :

Le titulaire est dispensé du versement d'un cautionnement.

10.2 - Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial et selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique, mais ils restent soumis aux mêmes conditions de règlement des prestations que ce soit pour les modalités ou la forme et le contenu des demandes de paiement.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue à son (ses) sous-traitant(s). Il appartient au titulaire de l'en (ou de les en) informer. Ces paiements viennent en déduction des sommes dues au titulaire du marché.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a eu connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit toute communication verbale ou écrite sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de Sciences Po Lille.

Les informations de toute nature portées directement ou indirectement à la connaissance ou mises à disposition du titulaire sont considérées comme confidentielles et ne doivent pas être divulguées.

ARTICLE 12 : PROPRIÉTÉS

Selon les dispositions de l'article 46 du CCAG/TIC, le titulaire cède à titre exclusif tous les droits de propriété intellectuelle au Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 13 : DROITS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 14 : RESILIATION

14.1 - Dispositions générales

Le Pouvoir Adjudicateur pourra recourir à la résiliation du marché selon les dispositions des articles L.2195-1 à l'article L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve enfin la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), en application des articles 50 et 54 du CCAG/TIC.

14.2 - Mauvaise exécution

Sciences Po Lille peut résilier le marché pour faute ou aux torts du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations de sécurité
- Non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCP et offre technique du titulaire)

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai de 5 (cinq) jours.

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

14.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché peut être résilié pour motif d'Intérêt Général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable. Ce délai ne peut être inférieur à 10 jours.

La résiliation pour motif d'Intérêt Général ne peut résulter que d'un courrier express adressé au titulaire avec avis de réception.

A le

A Lille le

Le Représentant dûment désigné de la société

Le Pouvoir Adjudicateur